



Liberté, Égalité, Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et de l'Environnement

Bureau des Installations Classées
SK

4°593

7944

ARRETE

N° 002749

du 28 SEP 2000

portant dérogation aux prescriptions de distance applicables à une
installation classée soumise à déclaration au titre de la rubrique
n° 2101-2-b de la nomenclature, par voie de prescriptions spéciales

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée, et notamment l'article 30 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°930501 du 2 avril 1993 portant agrément des prescriptions générales relatives à la rubrique n° 58-1-b de la nomenclature des installations classées (animaux et êtres vivants : vaches laitières et (ou) mixtes, lorsque le nombre d'animaux en présence simultanée est compris entre 40 et 80) ;
- VU** le récépissé de déclaration délivré le 18 juin 1993 ;
- VU** la demande de dérogation déposée le 19 juillet 2000, par l'EARL OSER Bernard 16, rue Principale à BIEDERTHAL ;
- VU** le dossier annexé à la demande ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 24 juillet 2000 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 7 septembre 2000 ;
- CONSIDERANT** que la conduite de l'élevage est réalisée sur aire paillée ;
- CONSIDERANT** que les travaux projetés ne visent pas à permettre une augmentation notable du cheptel ;
- CONSIDERANT** qu'il convient, pour la construction et l'extension de bâtiments et d'annexes nécessaires à l'exercice de l'activité classée, de déroger aux prescriptions de distance fixées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°930501 du 2 avril 1993 ;

SUR

proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut - Rhin,

ARRETE

Article 1

En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°930501 du 2 avril 1993, l'E.A.R.L. Bernard OSER sise 16, rue principale à BIEDERTHAL est autorisée à déroger aux prescriptions de distance par rapport à une zone destinée à l'habitation définie par un document d'urbanisme opposable aux tiers.

Article 2

Cette dérogation à une prescription de distance concerne l'implantation et l'extension de bâtiments et d'annexes, tels que prévus au dossier de demande de dérogation, sur le territoire de la commune de BIEDERTHAL, lieu-dit « *Oltingermatt* » (setion 01 / parcelles 43-147-148).

Les constructions et aménagements pourront être implantés à une distance inférieure à 100 mètres de la limite d'une zone destinée à l'habitation définie par un document d'urbanisme opposable aux tiers, sans toutefois que cette distance ne soit inférieure à 60 mètres.

Article 3

Les bâtiments et annexes seront construits et aménagés conformément aux plans et notices joints à l'appui de la demande.

Article 4

Pendant la période des travaux de construction, l'exploitant prendra toutes mesures pour supprimer ou limiter les risques d'accident et de pollution accidentelle et préserver la commodité du voisinage. Il informe, sans délai, l'inspecteur des installations classées de tout incident ou accident.

Article 5

Le bénéficiaire de la présente dérogation informe l'inspecteur des installations classées de la date de réception des travaux.

Article 6

La présente dérogation ne dispense par l'exploitant des formalités et accords exigibles au titre d'autres réglementation.

Article 7

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures susceptibles de préserver les intérêts mentionnés à l'article premier de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976, sans que l'exploitant ne puisse prétendre à aucune indemnité, ni à aucun dédommagement.

Article 8

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur des services vétérinaires chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Colmar, le 28 SEP 2000

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voies de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.